

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/3/JAM  
G/SCM/N/16/JAM  
G/SCM/N/25/JAM  
G/SCM/N/38/JAM  
G/SCM/N/48/JAM  
G/SCM/N/60/JAM  
3 janvier 2001  
(01-0014)

---

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## SUBVENTIONS

Nouvelles notifications complètes et de mise à jour présentées conformément  
à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord SMC

## JAMAÏQUE

La Mission permanente de la Jamaïque a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 20 décembre 2000.

---

Conformément au document G/SCM/29, daté d'octobre 2000, on trouvera ci-joint la notification de la Jamaïque portant sur la période 1995-2000. La présente notification est faite en tenant compte de l'article 25.7 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, qui dispose que "[l]es Membres reconnaissent que la notification d'une mesure ne préjuge ni du statut juridique de celle-ci au regard du GATT de 1994 et du présent accord, ni des effets au sens du présent accord, ni encore de la nature de la mesure elle-même".

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
<b>I. SECTEUR MANUFACTURIER.....</b>	<b>2</b>
<b>II. INDUSTRIES EXTRACTIVES ET MINERAIS INDUSTRIELS.....</b>	<b>4</b>
<b>III. SERVICES .....</b>	<b>5</b>
A. FILMS .....	7
B. TOURISME .....	7
 <b>I. SECTEUR MANUFACTURIER</b>	
1. <u>Titre de la subvention</u>	
Mesures d'incitation en faveur du secteur manufacturier.	
2. <u>Période sur laquelle porte la notification</u>	
1995-2000.	
3. <u>Objectif général et/ou objet de la subvention</u>	
Améliorer la productivité et la compétitivité du secteur manufacturier en offrant un cadre d'accompagnement visant à accroître l'investissement, stimuler la croissance et moderniser ce secteur.	
4. <u>Fondement et législation</u>	
Les incitations sont accordées en vertu des lois/programmes ci-après et sont administrées par le Ministère des finances et de la planification, le Ministère de l'industrie, du commerce et de la technologie, le Département de l'impôt sur le revenu, la JAMPRO, et la Direction générale des douanes.	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Loi d'encouragement des industries d'exportation</li> <li>• Loi sur les zones franches de Jamaïque travaillant pour l'exportation</li> <li>• Loi relative à l'impôt sur le revenu – Programme d'amortissement accéléré</li> <li>• Loi douanière</li> <li>• Programme de modernisation industrielle</li> <li>• Loi d'encouragement à l'industrie (construction d'usines)</li> </ul>	
En outre, l'Export-Import Bank (EXIM) et la Banque nationale de développement (devenue la Banque de développement de la Jamaïque) accordent des prêts assortis de conditions de faveur aux exportateurs et aux fabricants.	
5. <u>Forme de la subvention</u> (don, prêt, avantage fiscal, etc.)	
Exonération de l'impôt sur le revenu et exemption des droits d'importation, et prêts assortis de conditions de faveur.	

6. À qui et comment la subvention est accordée

\*Dans le cadre de la Loi d'encouragement des industries d'exportation, les entreprises manufacturières exportant vers des marchés extérieurs à la CARICOM peuvent bénéficier d'une exonération de l'impôt sur le revenu pour les bénéfices ainsi que de l'admission en franchise pour les importations de biens d'équipement et de matières premières destinés à l'activité manufacturière agréée.

\*Dans le cadre de la Loi sur les zones franches de Jamaïque travaillant pour l'exportation, les entités d'exportation agréées peuvent bénéficier d'une exonération de l'impôt sur les bénéfices et de l'admission en franchise pour les importations de biens d'équipement et des matières premières destinés aux activités agréées.

\*Dans le cadre de la Loi relative à l'impôt sur le revenu, les entreprises manufacturières peuvent bénéficier d'un abattement de cent pour cent (100 pour cent) pendant deux (2) ans pour les machines et le matériel.

\*Dans le cadre du Programme de modernisation industrielle administré par la JAMPRO, les entreprises manufacturières qui bénéficient de ce programme sont exonérées du paiement de la taxe générale à la consommation (TGC) pour les machines et le matériel importés en vue de la modernisation ou du rééquipement des usines.

\*Des prêts assortis de conditions de faveur sont accordés aux fabricants qui bénéficient des programmes administrés par la Banque nationale de développement (devenue la Banque de développement de la Jamaïque) et l'EXIM Bank.

\*Dans le cadre de la Loi douanière, les importations de matières premières et de biens d'équipement qui ne sont pas concurrents bénéficient d'avantages fiscaux et de l'admission en franchise. Une forte proportion, sinon la totalité, des biens d'équipement et la plupart des matières premières ne sont généralement pas assujetties à des droits de douane, ce qui réduit considérablement l'incidence des subventions sur l'ensemble des importations.

\*La Loi d'encouragement à l'industrie (construction d'usines) accorde des exonérations de l'impôt sur le revenu pour les gains tirés de la location d'usines ou les bénéfices retirés de leur vente, ainsi qu'une exemption des droits d'importation pour les articles non disponibles dans le pays, à condition que les usines soient louées ou vendues à des fabricants qui opèrent dans le cadre de la Loi d'encouragement aux industries d'exportation.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

On ne dispose pas de renseignements sur le montant unitaire de la subvention.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Jusqu'à présent, la durée maximale des incitations accordées au titre de la Loi d'encouragement aux industries d'exportation était de dix (10) ans. Conformément aux obligations contractées par la Jamaïque dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les incitations accordées aux fabricants agréés dans le cadre de ce régime seront éliminées d'ici à 2003.

Les incitations accordées aux entités agréées au titre de la Loi sur les zones franches de Jamaïque travaillant pour l'exportation ne sont pas limitées dans le temps.

Les incitations accordées au titre de la Loi d'encouragement à l'industrie (construction d'usines) ont une durée maximale de dix (10) ans.

La Loi relative à l'impôt sur le revenu – Programme d'amortissement accéléré – prévoit une période de deux ans pour l'amortissement des machines importées en vue de la modernisation des usines et du matériel.

Le Programme de modernisation industrielle accorde une exonération de la taxe générale à la consommation (TGC) et s'applique à toutes les industries manufacturières et au tourisme.

Les incitations accordées au titre de la Loi sur la taxe générale à la consommation et de la Loi douanière ne sont pas limitées dans le temps.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose pas de renseignements sur les effets de la subvention sur le commerce.

## **II. INDUSTRIES EXTRACTIVES ET MINERAIS INDUSTRIELS**

1. Titre de la subvention

Soutien aux industries extractives et aux minerais industriels.

2. Période sur laquelle porte la notification

1995-2000.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager l'investissement et la croissance dans le secteur.

4. Fondement et législation

L'aide est accordée aux industries extractives en vertu de la Loi d'encouragement aux industries de la bauxite et de l'alumine. Conformément aux directives adoptées récemment, les incitations accordées au sous-secteur des minerais industriels sont désormais fixées par décret ministériel.

5. Forme de la subvention

Avantages tarifaires et allégement de l'impôt sur le revenu.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La Loi d'encouragement aux industries de la bauxite et de l'alumine s'applique aux entreprises qui exercent des activités d'extraction de la bauxite ou de production d'alumine en Jamaïque et prévoit l'exemption des droits de douane sur les importations de biens d'équipement, des avantages tarifaires,

et l'exonération de la TGC et de la taxe spéciale à la consommation sur les huiles lubrifiantes, les graisses et d'autres produits pétroliers utilisés dans l'industrie de l'extraction de bauxite.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Renseignements non disponibles.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Les incitations accordées au titre de la loi ne sont pas limitées dans le temps.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose pas de renseignements sur les effets de la subvention sur le commerce.

### **III. SERVICES**

1. Titre de la subvention

Soutien à une gamme de services en général.

2. Période sur laquelle porte la notification

1995-2000.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Accroître l'investissement et la compétitivité internationale dans le secteur des services. Une série d'incitations a été mise en place en faveur des secteurs ciblés, à savoir, les services financiers, les technologies de l'information, les services professionnels, la production de films cinématographiques, les activités de spectacle à but lucratif, les transports maritimes et le tourisme.

4. Fondement et législation

L'aide est accordée en vertu de:

- La Loi sur les sociétés de vente à l'étranger
- La Loi d'encouragement aux transports maritimes
- La Loi relative à l'impôt sur le revenu – Programme d'amortissement accéléré
- Le Programme de modernisation industrielle
- La Loi sur les sociétés financières internationales (allègement de l'impôt sur le revenu)
- La Loi sur les zones franches de Jamaïque travaillant pour l'exportation

Ces lois et programmes sont administrés par le Ministère de l'industrie, du commerce et de la technologie, le Ministère des finances et de la planification, le Ministère des transports et des travaux publics, le Ministère du tourisme et des sports et la JAMPRO.

5. Forme de la subvention

Avantages fiscaux et tarifaires.

6. À qui et comment la subvention est accordée

\*La Loi sur les sociétés de vente à l'étranger accorde une exemption du Tarif extérieur commun (TEC) et une exonération de la TGC pour les importations de machines, de matériel et de matières premières servant à la production de marchandises d'exportation. Elle exonère aussi de l'impôt sur le revenu les recettes remplissant les conditions requises qui sont tirées des opérations de commerce extérieur.

\*Conformément à la Loi d'encouragement aux transports maritimes, les navires doivent appartenir à des sociétés publiques et être exploités par celles-ci. Exonération de l'impôt sur le revenu et exemption des droits d'importation pendant dix ans (Loi en cours de révision).

\*La Loi relative à l'impôt sur le revenu – Programme d'amortissement accéléré est applicable aux entreprises qui exercent des activités de promotion dans le domaine du traitement des données et de l'élaboration des systèmes. La durée d'amortissement prévue au titre de ce programme est de deux ans pour les machines et le matériel importés destinés au traitement des données et à l'élaboration des systèmes. Les entreprises bénéficiant de ce programme peuvent déduire de leur impôt sur le revenu 50 pour cent du coût intégral de toute nouvelle machine l'année d'achat et 50 pour cent supplémentaires l'année suivante, à condition qu'elles tirent au moins 20 pour cent de leurs recettes brutes de l'exportation.

\*Programme de modernisation industrielle – (voir la section 6 de la rubrique Secteur manufacturier).

\*La Loi sur les sociétés financières internationales (allègement de l'impôt sur le revenu) accorde aux sociétés internationales un allègement d'impôt qui réduit cet impôt à 2,5 pour cent.

\*La Loi sur les zones franches de Jamaïque travaillant pour l'exportation accorde aux entités agréées exerçant des activités dans les domaines tels que l'entreposage et le stockage, le marchandage, les opérations de réexpédition et d'autres opérations de services, y compris les services bancaires, le traitement des données, le télémarketing, les services professionnels, les services d'assurance, l'emballage et l'expédition, une exonération de l'impôt sur le revenu pour les bénéfices et l'admission en franchise pour les importations de biens d'équipement et de matières premières destinés aux activités agréées.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

On ne dispose pas de renseignements sur le montant unitaire de la subvention.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Dix ans maximum (exonération fiscale et exemption des droits d'importation).

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose pas de renseignements sur les effets de la subvention sur le commerce.

A. FILMS

1. Titre de la subvention

Soutien à l'industrie cinématographique.

2. Période sur laquelle porte la notification

1995-2000.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Cette subvention a été mise en place pour soutenir les producteurs de film agréés.

4. Fondement et législation

L'aide est accordée dans le cadre de la Loi d'encouragement à l'industrie cinématographique, qui est administrée par le Ministère de l'industrie, du commerce et de la technologie.

5. Forme de la subvention

Avantages fiscaux et tarifaires.

6. À qui et comment la subvention est accordée

L'aide est accordée aux producteurs de film agréés par le biais d'une exemption des droits d'importation sur les usines, le matériel et les machines.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

On ne dispose pas de renseignements sur le montant unitaire de la subvention.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Exonération de l'impôt sur le revenu pendant neuf (9) ans.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose pas de renseignements sur les effets de la subvention sur le commerce.

B. TOURISME

1. Titre de la subvention

Soutien à l'industrie du tourisme.

2. Période sur laquelle porte la notification

1995-2000.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Renforcer, développer et soutenir le sous-secteur de l'hôtellerie.

4. Fondement et législation

L'aide est accordée en vertu de:

- La Loi d'encouragement à l'hôtellerie
- La Loi sur les résidences secondaires

Ces lois sont administrées par le Ministère du tourisme et des sports.

5. Forme de la subvention

Avantages tarifaires et allègement fiscal.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les incitations sont accordées:

- (6.1) aux nouveaux hôtels
- (6.2) aux hôtels qui augmentent leur capacité d'au moins dix (10) chambres ou de trente pour cent (30 pour cent) par rapport au nombre de chambres existantes (le plus élevé de ces deux chiffres étant retenu)
- (6.3) aux hôtels existants qui ont effectué ou ont l'intention d'effectuer des travaux de réaménagement
- (6.4) aux hôtels agréés accueillant des congrès ou des conférences et ayant une capacité d'au moins trois cent cinquante (350) chambres, qui sont exonérés de l'impôt sur le revenu et exemptés de droits d'importation pour une période allant de onze à quinze (11 à 15) ans.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

On ne dispose pas de renseignements sur le montant unitaire de la subvention.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Sections 6.1 à 6.3 (ci-dessus): 10 ans maximum.

Section 6.4 (ci-dessus): 15 ans maximum.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose pas de renseignements sur les effets de la subvention sur le commerce.

---